

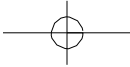
DÉLÉGATION DU CAMEROUN ET DU TOGO

Répertoire numérique détaillé

Rédigé par Astrid ALGER
stagiaire de Master de l'Université de Haute-Alsace

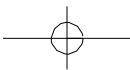
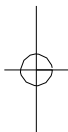


ARCHIVES NATIONALES D'OUTRE-MER
Aix-en-Provence



Délégation du Cameroun et du Togo

1947-1959



ARCHIVES NATIONALES D'OUTRE-MER

**DÉLÉGATION
DU CAMEROUN ET DU TOGO**

1947-1959

DPCT 1 à DPCT 72

Répertoire numérique détaillé établi par
Astrid ALGER
stagiaire de Master de l'Université de Haute-Alsace

Sous la direction d'André BROCHIER
Conservateur en chef du patrimoine

Publié sous la direction de Martine CORNÈDE
Conservateur général du patrimoine
Directrice des Archives nationales d'outre-mer

Aix-en-Provence
Archives nationales d'outre-mer
2007

INTRODUCTION

Présentation de la délégation du Cameroun et du Togo

Création et organisation de la délégation du Cameroun

La délégation du Cameroun fut créée par arrêté du Haut Commissaire n°4117 du 5 novembre 1946¹. Cependant, l'absence de documents, ne nous permettra pas de retracer l'historique de l'organisme. Les dossiers ci dessous identifiés puis inventoriés, constituent le fonds de la délégation du Cameroun. Ce fonds couvre une période allant de 1947 à 1959, étant l'année où les territoires passent du statut du régime de tutelle à celui de République autonome.

Cet organisme constitue, dans la Métropole, un service extérieur du Haut-Commissariat relevant directement du Chef de la Colonie [siégeant au 26, rue de Murillo, Paris (8e)] Il lui appartient notamment de suivre auprès des divers organismes métropolitains intéressés et particulièrement du ministère de la France d'outre-mer, le développement des affaires intéressant l'établissement et l'exécution des programmes et des propositions émanant du Haut-Commissariat établi à Youndé.

En effet, la France exerçant une tutelle sur le fonctionnement des institutions camerounaises, le Haut-Commissariat est à ce titre le chef des services dits de la République française chargés notamment d'appliquer la législation et la réglementation réservées aux organes centraux de la République : *il est responsable de la paix, du bon ordre, de la défense et de la bonne administration du territoire. Il doit garantir aux habitants du territoire la liberté de parole, de presse et de réunions [...].* Demeurent, par exemple, de la compé-

1. Annuaire de la France d'Outre-Mer (1954).

Délégation du Cameroun et du Togo

tence des organes centraux et dont les services sont à la disposition du Haut-Commissaire :

- les affaires extérieures : ministère des affaires étrangères (services des conférences),
- la défense; la sécurité : ministère de la défense (services des renseignements généraux)²,
- l'organisation de la justice de droit français : ministère de la justice (tribunaux de justice)³.

*Le délégué représente le Haut-Commissaire dans les commissions, comités et conférences traitant d'affaires intéressant le territoire [...]. Le délégué est placé sous l'autorité directe du Haut-Commissaire, de qui il reçoit directives et instruction. [...] Le personnel de la délégation est administré par le service administratif colonial. [...] La délégation est soumise au contrôle de l'inspection des colonies.*⁴

Présentation du Cameroun et du Togo

La délégation du Cameroun et du Togo est chargée de représenter les intérêts généraux et particuliers de ces deux territoires.

Durant la Première Guerre Mondiale, les alliés ont conquis les colonies allemandes. Elles sont ensuite devenues des territoires sous mandat de la SDN (Société Des Nations), répartis entre quatre puissances : la Grande Bretagne (Togo, Cameroun, Tanganyika), la France (Togo, Cameroun), la Belgique (Ruanda-Urandi) et l'Union sud-africaine (Sud-Ouest africain). Le système des mandats a été institué par le traité de Versailles en 1919. Il confiait l'administration des anciennes colonies allemandes aux puissances victorieuses, sous le contrôle de la SDN. En fonction de certains facteurs géographiques, économiques propres à chaque territoire, trois catégories de mandats furent prévues, A, B, C.⁵

2. « Aux termes de l'article de l'ordonnance du 6 novembre 1944 et du décret du 17 novembre 1951, la Direction des Renseignements Généraux est chargée de la recherche et de la centralisation des renseignements d'ordre politique, social et économique, nécessaire à l'information du gouvernement. Elle a en outre dans ces attributions la police de l'Air, le contrôle de la circulation des personnes aux frontières et la surveillance des établissements de jeux et des hippodromes » (Circulaire ministérielle n° 518 du ministère de l'Intérieur).

3. Décret du 28 mars 1957 portant statut du Cameroun.

4. Arrêté n° 4117 portant création d'une délégation, à Paris, du Haut-Commissariat de la République française au Cameroun.

5. Rapport n° 306 de l'Assemblée de l'Union Française, session ordinaire de 1956 – 1957.

Introduction

- mandats A, pour les pays provisoirement reconnus comme indépendants mais qui devaient recevoir les conseils et l'aide de la puissance mandataire (Syrie, Liban, Palestine, Transjordanie et Irak),
- mandats B, territoires parvenus à une phase moins avancée de cette évolution, la puissance mandataire devant y assurer l'administration dans le cadre de la liberté de conscience et de religion et sous réserve de certaines garanties (Cameroun, Togo, Tanganyika, Ruanda-Urundi),
- mandats C, territoires peu peuplés de superficies restreintes, éloignés des centres de civilisation mais situés à proximité du territoire de la puissance mandataire et qui, de ce fait, ne pouvaient être mieux administrés que par la loi de la puissance mandataire et comme partie intégrante de ce territoire (Sud-Ouest Africain, Samea Occidental, Nauru, Nouvelle-Guinée, Isles Marianne, Carolines et Marshall).

En 1945, l'ONU a pris la relève. La charte des Nations Unies, élaborée à San-Francisco, le 26 juin 1945 crée un régime international de tutelle, appelé à remplacer le régime des mandats: la France et la Grande-Bretagne furent désignées comme autorités chargées de l'administration de ces deux territoires. L'accord de tutelle approuvé par l'assemblée générale des Nations Unies le 13 décembre 1946, amène la République française à remplir des devoirs, des prérogatives et obligations à l'égard des territoires dont elle a la charge :

- présenter un rapport initial prévu à l'article 8 de la charte,
- désignation d'un représentant pour participer à l'examen des pétitions,
- faciliter à la fois les visites périodiques et les applications des dispositions auxquelles l'assemblée générale ou le Conseil de tutelle pourraient faire procéder,
- assurer la paix, le bon ordre, la bonne administration du territoire et sa défense,
- assurer la pleine liberté de la presse et le libre exercice des cultes et enseignements religieux non contraires aux bonnes mœurs et à l'ordre public,
- garantir la liberté de parole, de presse, de réunion et de pétition.

Du régime des mandats à celui de la tutelle, cette substitution se fera sous le contrôle de l'un de ses organes, le Conseil de tutelle institué par une résolution de l'Assemblée des Nations Unies en date du 14 décembre 1946. Les objectifs du régime international de tutelle sont les suivants ⁶ :

6. Rapport n° 306 de l'Assemblée de l'Union Française, session ordinaire de 1956 – 1957.

Délégation du Cameroun et du Togo

- Affermir la paix et la sécurité internationale;
- Favoriser le progrès politique, économique et social des populations des territoires sous tutelle, ainsi que le développement de leur instruction, favoriser également le développement progressif de leur capacité de s'administrer eux-mêmes ou de leur indépendance, compte tenu des conditions particulières à chaque territoire et des aspirations de ces populations;
- Encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous et développer le sentiment de l'interdépendance des peuples du monde;
- Assurer l'égalité de traitement dans le domaine social, économique et commercial à tous les membres de l'organisation et leurs ressortissants, assurer de même à ces derniers l'égalité de traitement dans l'administration de la justice, sans porter préjudice à la réalisation des autres fins du régime de tutelle.

Le régime international ne s'applique qu'aux territoires qui sont placés sous le régime en vertu d'accords de tutelle particuliers:

- les territoires administrés en vertu d'un mandat de la SDN;
- les territoires détachés d'Etats ennemis par suite de la deuxième guerre mondiale
- les autres territoires volontairement placés sous ce régime par les Etats responsables de leur administration.

C'est au Conseil de tutelle que l'autorité administrante présente un rapport annuel. Ce rapport annuel porte sur la situation politique, économique, administrative, sociale et financière. Outre l'examen des rapports des territoires sous tutelle, l'ONU est également renseigné sur l'exercice de l'administration des territoires sous tutelle, par des missions de visites, qui enquêtent sur place, et qui réceptionnent des pétitions.

1. Cameroun

DPCT 57 (Extrait HC/LL N° 7975 West Africa, 27 novembre 1954, *Le Cameroun Français : la période allemande*). « Quelles sont les traces durables laissées par le régime allemand pendant ses 30 ans d'existence, de 1884 à 1914 ? D'abord, le mot « Cameroun », ou « Kamerun », qui s'appliquait au début (comme le terme « Gold Coast ») [...] Dans la première période de la première guerre mondiale la domination allemande au Cameroun fut liquidée par les armées française et britannique. Les frontières actuelles du Cameroun français, comprennent plus des 4/5 de l'ancien Cameroun allemand mais ne comprennent pas le centre traditionnel d'influence britannique, Victoria, non plus que la capitale Buea, et la principale zone de plantation, sont en gros celles définies après la défaite allemande, par la Convention franco-britannique

Introduction

du 4 mars 1916. Six années plus tard, en juillet 1922, cette convention fut régularisée par la Société des Nations. »

2. Togo

La partie du Togo s'étendant à l'est de la ligne fixée dans la déclaration franco-anglaise signée le 10 juillet 1919, a été administrée par la France conformément au mandat défini par note en date du 20 juillet 1922. Le Gouvernement français s'engage, en tant qu'Autorité chargée de l'administration de ce territoire aux termes de l'article 81 de la Charte des Nations Unies à y exercer les devoirs de tutelle définie par la Charte, à y rechercher les fins essentielles au régime de tutelle énumérées par l'article 76 et à y prêter toute son assistance à l'Assemblée Générale et au Conseil de tutelle dans l'exercice de leurs fonctions telles qu'elles sont fixées par les articles 87 et 88 (extrait de l'accord de tutelle au Togo placé sous mandat français).

3. Réactions à l'égard de l'autorité administrante

Aux termes de cet accord, la France s'est engagée « à poursuivre l'évolution administrative et politique » de ces territoires, « en vue de favoriser, conformément à l'article 76 b de la Charte des Nations Unies, le progrès politique, économique et social des habitants »⁷.

Fin février 1956 intervient des réformes, afin de faire évoluer les territoires relevant de la France d'Outre-mer avec la loi cadre du 23 juin 1956. Le Togo opta à la fois pour la fin du régime de tutelle et pour une association étroite avec la République française. Le 28 octobre 1956, la population togolaise consultée par référendum, approuvait ce statut. Le 15 décembre, M. Grunitzky formait le premier ministère de la République autonome du Togo. Le 28 janvier 1957, l'assemblée législative camerounaise adopte le statut d'Etat sous tutelle.

Cependant, cette évolution ne fut pas sans troubles, revendications à l'indépendance, principalement avec le mouvement upéciste. Le 13 juillet 1955, l'UPC et ses branches sont officiellement interdits. En décembre 1956, l'UPC crée une branche armée, le CNO (Comité National d'Organisation) et décide de passer aux actions de sabotage, d'où une loi d'amnistie pour tenter d'enrayer les activités de l'UPC.

7. Décret du 28 mars 1957 portant statut du Cameroun.

Délégation du Cameroun et du Togo

***Présentation des archives
de la délégation du Cameroun et du Togo***

Mode d'entrée et traitement du fonds

La délégation du Cameroun, fonds inventorié au sein de ce répertoire, fut détenue par les services parisiens des gouvernements des territoires d'Outre-Mer. D'une part, la mention suivante « bordereaux 30 décembre 1959 », trouvée sur les liasses, laisse supposer que la délégation du Cameroun et du Togo aurait versé ces archives à ces services à cette période. D'autre part, ces services étaient sous l'autorité du Ministre de la France d'Outre-Mer, ce qui explique le versement de ce fonds au CAOM. Ce fonds a pour cotes extrêmes DPCT 1 à DPCT 72, pour un total de 9 ml. Il n'y eu aucune élimination. Le plan de classement adopté fut établi en fonction de la constitution des dossiers, c'est à dire selon les attributions recensées puis classées thématiquement. La Forme des analyses répond à la norme générale et internationale de description archivistique (ISAD/G). Le type d'instrument de recherche consacré est un répertoire numérique.

Contenu du fonds

Ce fonds a pour intérêt de présenter les domaines d'activités dans lesquels va œuvrer la délégation de 1947 à 1959 d'une part. D'autre part, elle explicite et illustre la nature de la liaison administrative entre le territoire et la Métropole. Par ailleurs, ce fonds a aussi la particularité de suivre l'évolution politique, ainsi que les mouvements sociaux, par le biais de rapports qui constituent une part non négligeable de ce fonds émanant de la direction de la sûreté, du bureau de la documentation, du service de l'information. Comme autres types de document résultant de ces activités en matière de bon ordre, surveillance, renseignements, on trouve également des fichiers, des fiches quotidiennes, des brochures, des exemplaires de revues de presse camerounaise et du journal officiel, des bulletins ou notes de renseignements. En matière de liberté de pétition, des dossiers de pétitionnaires, et dans le domaine des réformes des institutions, des projets de loi.

Communicabilité

Les documents sont librement communicables.

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

Instruments de travail

Sellier, Jean, *Atlas des peuples d'Afrique*, Paris, la Découverte, 2003, 207 p.

Annuaire du ministère de la France d'Outre-Mer, Paris, 1954.

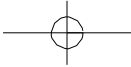
Ouvrages spécialisés

Mongo Béti, *Main basse sur le Cameroun : autopsie d'une décolonisation*, Paris, la Découverte, 2003, 276 p.

Journal officiel du Cameroun français du 1er décembre 1946 : arrêté 4117 portant création d'une délégation, à Paris, du Haut-Commissariat de la République française au Cameroun.

LISTE DES SIGLES INVENTORIÉS DANS LES ANALYSES DE L'INSTRUMENT DE RECHERCHE

AEC	Association des Etudiants Camerounais
AECF	Association des Etudiants Camerounais en France
AEF	Afrique Equatoriale Française
ASEC	Association Sportive des Etudiants Camerounais
ATCAM	Assemblée Territoriale du Cameroun
CGT FO	Confédération Centrale du Travail Force Ouvrière
CGTK	Confédération Générale des Travailleurs Kamerunais
CNO	Comité National d'Organisation
ESOCAM	Evolution Sociale Camerounaise
GEOMS	Groupe ment des Etudiant d'Outre-Mer en Sanatorium
GUC	Groupe Universitaire Camerounais
INDECAM	Coordination des Indépendants et des Paysans Camerounais
RAPECA	Rassemblement du Peuple Camerounais
REFC	Regroupement des Etudiants Camerounais
USC	Union Sociale Camerounaise
UGTK	Union Générale des Travailleurs du Kamerun
UPC	Union des Populations Camerounaises

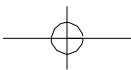
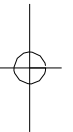


RÉPERTOIRE

Pour citer les références tirées de ce répertoire :

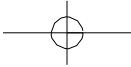
Le préfixe FR ANOM doit obligatoirement accompagner les cotes relevées.

Exemple : FR ANOM DPCT 1 pour l'article coté DPCT 1 dans le
répertoire.



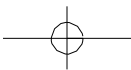
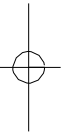
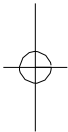
PLAN DE CLASSEMENT DÉTAILLÉ

ADMINISTRATION COMMUNE DU CAMEROUN ET DU TOGO .....	.DPCT 1-DPCT 6
ORGANISATION DES NATIONS UNIES .....	.DPCT 1-DPCT 4
Conseil de tutelle .....	.DPCT 1-DPCT 2
Contrôle des territoires sous tutelle .....	.DPCT 3-DPCT 4
ORGANISATION DES INSTITUTIONS DANS LES TERRITOIRES DE LA FRANCE D'OUTRE-MER .....	.DPCT 5
INCIDENTS, MOUVEMENTS, PRESSE .....	.DPCT 6
ADMINISTRATION DU CAMEROUN .....	.DPCT 7-DPCT 5
ORGANISATIONS DES NATIONS UNIES .....	.DPCT 7-DPCT 11
Secrétariat général des Nations Unies .....	.DPCT 7-DPCT 8
Conseil de tutelle .....	.DPCT 9-DPCT 11
STRUCTURE ADMINISTRATIVE DU TERRITOIRE .....	.DPCT 12
POLITIQUE .....	.DPCT 13-DPCT 19
Elections .....	.DPCT 13-DPCT 15
Partis politiques .....	.DPCT 16-DPCT 19
JUSTICE .....	.DPCT 20-DPCT 22
ORDRE PUBLIC, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE ...	.DPCT 23-DPCT 57
Organisation .....	.DPCT 23-DPCT 24
Activités .....	.DPCT 25-DPCT 57
ACTIVITÉS COMMÉMORATIVES ET CULTURELLES .....	.DPCT 58



Délégation du Cameroun et du Togo

ADMINISTRATION DU TOGO DPCT 59-DPCT 72
 ORGANISATION DPCT 59
 XXIIÈME SESSION DU CONSEIL DE TUTELLE DPCT 60
 CERCLES ET SUBDIVISIONS ADMINISTRATIVES DPCT 61-DPCT 72



ADMINISTRATION COMMUNE DU CAMEROUN ET DU TOGO

DPCT 1-DPCT 4 Organisation des Nations Unies

1949/1959

DPCT 1-DPCT 2 Conseil de tutelle

1955/1959

DPCT 1 XIXe, XXe et XXIIe sessions

1957/1959

Dossier 1 XIXe session du Conseil de Tutelle des Nations Unies (14 mars au 16 mai 1957).— Pétitions, examens de travaux des autorités administrantes : ordre du jour, extraits d'articles, comptes rendus, décret portant interdiction de réunion au Togo, comptes rendus de séance, coupures de presse, rapports, télégrammes, correspondances (1957).

Dossier 2 XXe session du Conseil de tutelle (20 mai au 12 juillet 1957).— Missions de visite dans les territoires sous tutelle de l'Afrique Orientale (Somalie, Tanganyika, Ruanda-Urandi) du 14 juillet au 22 octobre, organisation : décret, comptes rendus, recueil de résolution, rapport de session, rapport d'instruction pour la délégation française, ordre du jour, liste, télégrammes, correspondances (1957, 1958).

Dossier 3 XXIIe session du Conseil de Tutelle (9 juin au 1er août 1958).— Mission de visite de 1959 à Samoa, Nouvelle-Guinée, Nauru, Iles du Pacifique (dont projet de commentaires sur l'administration du Togo et mission de visite d'octobre 1958 au Cameroun français et britannique) comptes rendus de travaux, liste, rapport d'instructions pour la délégation française (1958). Travaux de la XXIIe session: rapport de la mission permanente de la France auprès des Nations Unies (1958).

*Délégation du Cameroun et du Togo***DPCT 2 XXIVe session (2 juin au 24 juillet 1959)**

1955/1959

Déclarations, pétitions, audiences concernant le Togo ¹¹ et le Cameroun : ordre du jour, comptes rendus, télégrammes, correspondances (1955-1959). Activités du gouvernement de Duvalier en Haïti : notes, correspondances (1959). Examens des travaux des autorités administrantes : ordre du jour, rapports, comptes rendus (1959). Fixation de la date d'indépendance du Togo : notes, comptes rendus, coupures de presse, télégrammes, correspondances (1959).

DPCT 3-DPCT 4 Contrôle des territoires sous tutelle

1949/1959

DPCT 3 Missions et auditions

1949/1959

Dossier 1 Missions.— Missions de visite de l'ONU : rapports de missions de visite, comptes rendus, coupures de presse, extrait de revue, notes, télégrammes, correspondances (1949-1950, 1958-1959). Mission de visite dans les territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale en 1952 : rapport sur le Cameroun, projet de résolution de l'Assemblée générale (1953), mission de visite au Togo : décret ¹, extrait d'article (1955). Missions de visite de l'ONU pour l'année 1955 au Cameroun : affichettes avec photographies, extraits d'articles, itinéraires de visite, notes, bulletin d'information et de documentation, coupures de presse, compte rendu, rapports, télégrammes, correspondances, (1955-1956, 1958). Mission de visite des Nations Unies au Cameroun du 14 novembre au 9 décembre 1958 : programme

Dossier 2 Auditions.— Auditions, déclarations de pétitions à l'Assemblée générale des Nations Unies, examens de rapports de missions et de pétitions au Conseil de Tutelle concernant le Cameroun : comptes rendus, brochure sur l'unification immédiate du Cameroun, coupures de presses, journaux, notes, extraits d'articles, circulaire, bulletin, rapports, recueil de textes des accords pour les territoires sous tutelle, note, télégrammes, correspondances (1951-1955, 1957). Mouvements, revendications d'unification des deux Cameroun, auditions, dépositions de pétitionnaires de partis politiques (UPC) à l'Assemblée générale : bulletin, coupures de

1. Décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française.

Administration commune du Cameroun et du Togo

presse, journaux, extraits d'articles, extraits de conférence de presse, texte des accords pour les territoires sous tutelle, correspondances (1952-1954). Auditions, position de représentants politiques sur l'indépendance du Cameroun (dont voyage privé de M. Mason Sears, délégué des Nations Unies au Conseil de tutelle au Cameroun du 6 au 12 avril 1954, affaires domaniales) : extraits d'articles, coupure de presse, bordereaux d'envoi de rapports, télégrammes, correspondances (1953-1956). Dépôts, auditions, revendications de représentants politiques (dont UPC) à la commission de l'Assemblée générale des Nations Unies et travaux de sessions du Conseil de tutelle (concernant le Cameroun, le Togo, Ruanda-Urandi, Tanganyika) : comptes rendus, extraits d'articles, notes de renseignements, bulletin, journaux, coupures de presse, notes, télégrammes, correspondances (1952-1957). Treizième session de la quatrième commission de l'Assemblée générale, audition de M. Ahmadou Ahidjo, premier ministre du Cameroun : compte rendu (1959).

DPCT 4 Affaires diverses

1949/1959

- Dossier 1* Pétitions concernant le Cameroun sous administration française : revendications, memorandum, notes, comptes rendus, arrêté portant fixation de la date d'ouverture de la campagne de cacao, correspondances (1949-1950).
- Dossier 2* Examens du rapport sur le Cameroun d'administration française en 1948 : compte rendu, extrait de revue sur le Ruanda-Urandi devant l'ONU, télégrammes, correspondances (1949-1950).
- Dossier 3* XXIe session du Conseil de Tutelle, examen du rapport de 1956 sur le Cameroun d'administration française : compte rendu, lettre hebdomadaire des Nations Unies, télégrammes, correspondances (1958).
- Dossier 4* XXIIIe session du Conseil de tutelle, examen du rapport de 1958 de mission de visite dans les territoires sous tutelle du Cameroun, accord de tutelle du Togo¹⁶ : rapport de mission, revue des nations unies sur la XIIIe session de l'Assemblée générale (1958-1959)
- Dossier 5* Institutions et Centres d'Information spécialisée de l'ONU à Paris et au Cameroun : correspondances, contrat sur les impressions des rapports à l'ONU (1955).

Délégation du Cameroun et du Togo

**DPCT 5 Organisation des institutions dans les Territoires de la
France d'outre-mer**

1952/1957

Réforme des institutions¹⁸ (dont le statut du Cameroun), projets de lois: brochures, décret, journal officiel, décision, comptes rendus, rapports, ordonnances, conventions, circulaire, déclarations, décrets, bulletin, coupure de presse, extraits d'articles, notes, correspondances.

DPCT 6 Incidents, mouvements, presse

1956/1957

Surveillances (dont documentation sur l'agitation nationaliste dans les milieux camerounais et togolais de la métropole en février 1956): comptes rendus, notes, rapports de sûreté

ADMINISTRATION DU CAMEROUN

DPCT 7-DPCT 11 Organisations des Nations Unies	
DPCT 7-DPCT 8 Secrétariat général des Nations Unies	1956/1959
Dépôt de pétitions : dossiers de pétitionnaires.	1957/1959
DPCT 7 1957	
DPCT 8 1958-1959	
DPCT 9-DPCT 11 Conseil de tutelle	1956/1959
DPCT 9-DPCT 10 Comité permanent des pétitions	1956/1959
DPCT 9 Activités	1956/1959
Observations, examens de pétition : comptes rendus, notes, brochure du règlement intérieur du Conseil de tutelle, correspondances. Evènements, incidents dans les régions de Mungo, Sanaga-Maritime, du Wouri, de Bamiléké, Douala : fichiers chronologique des dates, évènements et numéro des pétition, journaux.	
DPCT 10 Pétitions	1957/1959
Dossiers de pétition, dépositions, observations : listes, comptes rendus, notes de renseignements, notes, procès-verbaux, correspondances (1957-1959) Dossiers de pétition, dépositions : comptes rendus, répertoires des fiches de pétitions, états des arrêts criminels en matière politique, états nominatif des inculpés, états des jugements (1959).	

*Délégation du Cameroun et du Togo***DPCT 11 XXIe session du Conseil de Tutelle**

1957

Intervention du délégué de la France sur la situation du Cameroun : fascicule "synthèse hebdomadaire", compte rendu.

DPCT 12 Structure administrative du territoire

1948/1958

Dossier 1 Modernisation des chefferies du Nord Cameroun, mesures : circulaire, projet de loi relatif au statut des Chefs, télégrammes, notes, correspondances (1948, 1950-1951, 1955, 1958).

Dossier 2 Projet d'organisation politique du Nord Cameroun : notes, exemplaire de l'étude de M. Tirant sur la réorganisation administrative et politique du Nord-Cameroun, correspondances (1956).

Dossier 3 Projet de création de communes mixtes dans la région Bamiléké (dont documentation sur les établissements Barthod, ingénieurs-constructeurs Hydrauliciens) : arrêté, télégrammes, correspondances (1954-1955).

Dossier 4 Extension de communes rurales : comptes rendus, coupure de presse, extrait d'article, correspondances (1953, 1955-1956).

DPCT 13-DPCT 19 Politique

1950/1959

DPCT 13-DPCT 15 Elections

1950/1959

DPCT 13 Dossiers des parlementaires

1950/1959

Dossier 1 Kemajou (Daniel), notable bamiléké, membre de l'Assemblée représentative du Cameroun, délégué de la région Mungo, conseiller de l'Union Française, élu à l'Assemblée territoriale du Cameroun le 23 décembre 1956 : compte rendu, coupures de presses, notes de renseignements, mémoire au Conseil de Tutelle en 1950, télégrammes, correspondances (1950, 1954-1959).

Dossier 2 Douala Manga Bell (Alexandre Ndoumb'a), député du Cameroun, membre de l'Assemblée territoriale du Cameroun : proposition de loi, coupures de presse, comptes rendus, relevé de compte, notes de renseignements, télégrammes, correspondances (1955-1958).

Dossier 3 Mbida (André-Marie), député du Cameroun, conseiller de l'Union Française, membre de l'Assemblée territoriale du Cameroun : notes de renseignements, compte rendu, coupure de presse, memorandum, télégrammes, correspondances (1956-1959).

Administration du Cameroun

Dossier 4 Soppo Priso (Paul), président de l'Assemblée territoriale du Cameroun, conseiller de l'Union Française : notes de renseignements, compte rendu, télégrammes, correspondances (1956-1959).

DPCT 14 Dossiers d'élections

1950/1959

- Dossier 1* Elections législatives au Cameroun du 17 juin 1951, du 2 janvier 1956, et partielles du 23 juin 1957, organisation, déroulement et résultats des opérations électorales : rapport, tableaux, procès-verbal, comptes rendus, listes nominatives, statistique, coupures de presse, feuilles de pointage des résultats, notes, télégrammes, correspondances (1950, 1951, 1955-1957).
- Dossier 2* Election du 30 mars 1952, organisation, déroulements, contentieux : listes, notes, comptes rendus, rapport, procès-verbal, télégrammes (1952-1954). Election du 23 décembre 1956, organisation, déroulement, résultats : tableau, listes des conseillers à élire par circonscription, comptes rendus, télégrammes, correspondances (1956-1957).
- Dossier 3* Elections de l'Assemblée de l'Union Française [circa septembre-octobre 1953], organisation, résultats : liste, loi, télégrammes (1953, 1956-1957).
- Dossier 4* Elections municipales des 15 novembre et 26 novembre 1956 dans les communes de Douala, Yaoundé et Nkongsamba ², organisation, organisation, déroulement : comptes rendus, notes, tableau des communes créées depuis 1951, télégrammes, correspondances (1955-1956, 1958).
- Dossier 5* Elections au Cameroun de décembre 1956, organisation, recensement des candidatures par région : liste, notices individuelles, télégrammes, correspondances. (1956-1957).
- Dossier 6* Elections Sénatoriales [circa février 1958], représentation du Cameroun au Conseil de la République, résultat : coupure de presse, télégrammes, notes relatives aux élections partielles au Conseil de la République (1958).
- Dossier 7* Elections législatives partielles du 12 avril 1959, présentation des élus dans la région Bamiléké (subdivision de Mbouda) et dans les régions de la Sanaga-Maritime

2. Ces élections, prévues en application de la loi du 18 novembre 1955 dite loi municipale, intéressent les communes de plein exercice de Douala, Yaoundé et Nkongsamba.

Délégation du Cameroun et du Togo

et du Nyong et Kellé : notices de renseignements, coupures de presse (1959).

DPCT 15 Sessions des Assemblées

1953/1959

Dossier 1 Session de l'ATCAM du 20 avril 1953 au 7 mai 1955: arrêtés, notes, coupures de presse, comptes rendus, liste, télégrammes (1953-1956).

Dossier 2 Sessions de l'Assemblée nationale et de l'Union française de 1956 à 1957, adoption de loi d'amnistie pour les crimes et délits par l'Assemblée législative : tableau des condamnations et jugements de mai 1955, compte rendu de séance, texte de projet de loi, rapport, journal officiel, télégrammes, notes (1956-1957, 1959).

Dossier 3 Sessions de l'Assemblée de l'Union Française et de l'ATCAM de janvier à mai 1957, projet de décret portant statut du Cameroun : arrêtés, décret, compte rendu, rapports, notes, télégrammes (1957).

DPCT 16-DPCT 19 Partis politiques

1952/1959

DPCT 16 Mouvements politiques

divers

1953/1959

Dossier 1 Union Nationale, Ngondo, Union Sociale Camerounaise (USC), Coordination des Indépendants et des paysans Camerounais (INDECAM), activités, observations, renseignements : notes des renseignements, comptes rendus, rapports, exposés, coupures de presse, statut de l'Évolution Sociale Camerounaise (ESOCAM), photos d'identités des membres de l'ESOCAM, brochure télégrammes, correspondances (1953-1956).

Dossier 2 Partis autochtones en Afrique Noire, représentations : étude de documents (1954).

Dossier 3 Rassemblement du Peuple Camerounais (RAPECA), création, activités : extraits d'article (1959).

DPCT 17-DPCT 19 Union des populations camerounaises

1952/1959

DPCT 17 Leaders de

l'UPC

1952/1958

Notices de renseignements, brochure, journaux, numéros, coupures de presse, comptes rendus, télégrammes, correspondances : Kingué Abel, Ouandié Ernest Eusèbe, Tagny Mathieu, Um Nyobé Ruben Georges, Kameni Anatole.

*Administration du Cameroun***DPCT 18**

Activités

1955/1959

Organisation, activités : notes et bulletins de renseignements, comptes rendus, rapports de sûreté, notes, procès verbal, comptes rendus, revue de presse, correspondances, télégrammes (1955-1959). Implantation de l'UPC : note, rapports de synthèse (1955).

DPCT 19 Relations avec d'autres mouvements

1953/1958

Dossier 1 Lien de l'UPC avec le parti communiste, propagande : note, note de renseignements, extrait d'article, télégrammes, correspondances (1953-1954, 1956-1957).

Dossier 2 Mouvements extrémistes au Cameroun ³, étude : circulaire, note sur les partis politiques existant au Cameroun, exposé (1956).

Dossier 3 Etudiants et association des Etudiants Camerounais en France, activités, conférence de M. Ruben Um Nyobe, propagande communiste : notes de renseignements, comptes rendus, extraits d'articles, correspondances (1956-1957).

Dossier 4 Comité National d'Organisation (CNO) ⁴, fonctionnement, organisation, surveillances : notices individuelles sur ces gradés, notes, rapports (1956-1958).

DPCT 20-DPCT 22 Justice

1953/1959

DPCT 20 Administration de la justice

1953/1959

Organisation de la justice, fonctionnement (dont recours en grâce, libérations conditionnelles) : note de renseignements, extraits d'articles, décrets des 2 mars 1910 et des 22 août 1928, télégrammes, correspondances (1953, 1955-1959).

DPCT 21 Affaires correctionnelles et criminelles

1957/1958

Jugements d'audience, enquête (dont documentation sur les désordres et violences commis au Cameroun de 1955 à 1958) : notes de renseignements, comptes rendus, rapports, notes, état des condam-

3. Parti de l'Union des Populations du Cameroun (UPC), Jeunesse Démocratique Camerounaise (JDC), Union Démocratique des Femmes Camerounaise (UDEFEF), Union des Syndicats Confédérés du Cameroun (USCC).

4. Organisation paramilitaire de type révolutionnaire et communiste constituée par l'UPC.

Délégation du Cameroun et du Togo

nés criminels, bilan des activités rebelles, état des attentats, fiche sur les moyens de maintien de l'ordre, synthèses, étude, coupures de presse.

DPCT 22 Etablissements pénitentiaires⁵

1957/1958

Surveillances, visites, observations, états des détenus et prévenus : procès-verbaux, rapports, listes nominatives, fiches de renseignements, extraits des registres d'écrou, correspondances.

DPCT 23-DPCT 57 Ordre public, sécurité intérieure et extérieure

1949/1959

DPCT 23-DPCT 24 Organisation

1955/1959

DPCT 23 Renseignements généraux

1957/1959

Organisation des renseignements généraux : télégrammes, circulaire ministérielle n° 518, exposés, correspondances.

DPCT 24 Forces de maintien de l'ordre

1955/1958

Organisation des forces de l'ordre (dont état nominatif des jugements de jugements pour crimes et délits politiques depuis mai 1955) cartes des renforts, tableaux, notes, fiches, tableaux, rapport sur la situation de l'ordre public, correspondances.

DPCT 25-DPCT 57 Activités

1949/1959

DPCT 25 Défense de l'AEF Cameroun

6

1949/1957

5. Etablissements pénitentiaires des régions camerounaises : Akonolinga, Mbalmayo, Nanga-Eboko, Saa, Yaoundé (régions du Nyong et Sanaga), Fouban et Foubot (régions Bamoun), Sangmelima (région du Dja et Lobo), Douala (région du Wouri), Banyo, Ngaouderé, Meiganga, Tibati, Tignère (régions de l'Adamaoua), Bamiléké, Bangangte, de Bafoussam, de Bafang, Dschang (régions Bamiléké), Garoua, Guider, Poli et Tcholliré (régions de la Benoue), Yokadouma et Moloundou (régions de la Boumba-Ngoko), Maroua, Kaélé, (régions du Diamare), d'Abong-Mbang, de Messamina, de Lomié, (région du Haut-Nyong), Kribi et Lolodorf (régions de kribi), de Batouri, de Bertoua, de Betare (régions du Lom et Kadei), Mokolo et de Mora (régions du Margui-Wandala), Bafia et Ndi-kiniméki, Yoko (régions du Mbam), Nkongsamba et du Manga (régions du Mungo), Yabassi (région du Nkam), Ebolowa, et de Abam (régions du Ntem), Edéa, Ngambe, Eséka (régions de Sanaga-Maritime), de Fort-Foureau, d'Ebolowa, de Abam.

6. Le décret du 5 juillet 1951 englobe le Cameroun dans une zone de défense AEF Cameroun, et, sans doute par souci de juxtaposer à chaque échelon militaire un échelon civil correspondant, il subordonne l'administration du Cameroun à des organes de commandement civil siégeant à Brazzaville (extrait du compte rendu de réunion du Codac du 13 avril 1953 à Dalaba).

Administration du Cameroun

Organisation de la zone : rapport, compte rendu de réunion,
notes, correspondances (1949, 1952-1953, 1955, 1957).

DPCT 26-DPCT 49 Renseignements et surveillances

1950/1959

DPCT 26-DPCT 45 Direction de la
sûreté

1951/1959

DPCT 26-DPCT 36 Faits et évènements politiques, économi-
ques et sociaux

1955/1959

Observations, signalements, surveillances : rapports de
sûreté, synthèses de sûreté, correspondances.

DPCT 26 1955-1957**DPCT 27** Février-avril 1955**DPCT 28** Mai- juillet 1955

Dont rapports du service de l'information

DPCT 29 Août-décembre 1955**DPCT 30** Décembre 1955-décembre 1956**DPCT 31** Décembre 1956-juin 1957**DPCT 32** Juillet-décembre 1957

Dont calendrier des manifestations politiques, syndi-
cales ou de la jeunesse pour la période du 1er juillet
à fin 1958.

DPCT 33 Janvier-décembre 1957 **DPCT****34** Décembre 1957-décembre 1958**DPCT 35** Décembre 1957-décembre1958 **DPCT 36** Décembre 1958-juin 1959**DPCT 37-DPCT 38** Désordres et violences au Cameroun

1953/1959

DPCT 37 Incidents,
attentats

1953/1959

Dossier 1 Incidents et évènements de 1955 à 1957 (dont
Sanaga-Maritime) : rapport de synthèses, jour-
nal officiel, extraits d'articles, coupures de
presse, arrêté, procès-verbal, comptes rendus,
notes de renseignements, comptes rendus, étu-
des, correspondances (1953-1959).

Délégation du Cameroun et du Togo

Dossier 2 Attentats dans les régions Mungo, Bamiléké, Sanaga-Maritime, Nyong-et-Sanaga : procès-verbaux, rapports, bulletins de renseignements, notes de renseignements, télégrammes, coupures de presse, notes, résumés, tableaux, télégrammes, correspondances (1957-1958).

DPCT 38 Faits et évènements

1957

Surveillances, signalements : rapports (janvier à décembre 1957).

DPCT 39-DPCT 41 Censure et contrôle de la presse

1956/1959

Interdictions et saisies de journaux (dont liste des publications par ordre alphabétique suivant des arrêtés des années 1930 à 1950) : arrêté, notes, exemplaires de revues, rapport de sûreté, brochure, extraits d'articles et d'interview, rapports, correspondances.

DPCT 39 1956/1959**DPCT 40** 1957/1959**DPCT 41** 1958/1959

“Nouvelles du Cameroun”, “Agence France-Presse” : exemplaires de revues (1958-1959).

DPCT 42 Surveillances d'individus

1951/1959

Activités, enquête : notes de renseignements, correspondances (classé par ordre alphabétique ALI - TCHO).

DPCT 43-DPCT 45 Fichier Y

[vers 1956]

Il y a trois exemplaires de ce fichier. Sur chacune des cartes de ce fichier porte le nom et le prénom, les années et lieux de naissance, la mention suivante *Ne pas attirer l'attention de l'intéressé, signaler son passage, sa destination ainsi qu'éventuellement les personnes l'accompagnant.*

DPCT 43 Premier exemplaire.

DPCT 44 Deuxième exemplaire.

DPCT 45 Troisième exemplaire.

*Administration du Cameroun***DPCT 46-DPCT 49** Bureau de la
documentation

1950/1959

DPCT 46 Politique, économie et société 1950/1959Situation de 1950-1959 : bulletin de renseignements,
rapports, comptes rendus, correspondances.**DPCT 47-DPCT 49** Fiches quotidiennes

1957/1958

Recensement journalier d'évènements : notes.

DPCT 47 1957**DPCT 48** 1958**DPCT 49** 1958**DPCT 50** Contrôle de la circulation

1951/1959

Dossier 1 Déplacements, entrées et sorties de territoires, expulsion :
procès-verbal, tableau, notes, circulaire, tableau nominatif
des étrangers admis sans permis d'embarquement, notices
de renseignements, avis d'autorisation, certificat, formulai-
res, correspondances (1951-1959).

Dossier 2 Naturalisation : arrêté portant annulation de passeports,
notes, correspondances (1952, 1954-1955).

Dossier 3 Commerce et de la détention des armes à feu, autorisations :
télégrammes, correspondances (1957-1959).

DPCT 51-DPCT 57 Contrôle de l'administration du territoire

1949/1959

DPCT 51 Fonctionnaires et
cadres

1949/1955

Dossier 1 Requêtes et examen d'affectation de fonctionnaires des
travaux publics : décisions, notes, télégrammes, corres-
pondances (1949-1953).

Dossier 2 Scolarisation, africanisation des services et cadres admi-
nistratifs, enquête, observations : rapport, exposés,
compte rendu de débat (1955).

DPCT 52 Centre de formation accéléré d'arabisants

1953/1959

Association dite "Conseil de Famille", création : correspon-
dances (1953, 1959).

*Délégation du Cameroun et du Togo***DPCT 53-DPCT 55 Organismes étudiants**

1948/1958

DPCT 53 Cités et foyers universitaires

7

1951/1957

Dossier 1 Situation des étudiants d'outre-mer dans la métropole, camps de vacance : décret du 22 mars 1952 portant modalités d'application des bourses, prêts d'honneurs, aides et secours scolaires, note de renseignements, notes, rapport de l'Inspecteur de la France d'Outre-mer Striber, brochure sur le placement des diplômés en Afrique occidentale française, télégrammes, correspondances (1952-1956).

Dossier 2 Hébergements, achat d'appartements et de propriétés pour étudiants : convention, listes, comptes rendus, décisions, formulaire, brochures, photographies, plans, règlement, notes, correspondances (1951-1952, 1954-1957).

Dossier 3 Organisation, fonctionnement, subventions d'organismes étudiants et culturels : décisions, notes, listes, comptes rendus, statuts, télégrammes, correspondances (1952, 1955-1956).

Dossier 4 Dossiers individuels d'étudiants (A-S) : notes, notices de renseignements, décisions, télégrammes, correspondances (1953-1957).

DPCT 54 Associations d'étudiants

1948/1957

Dossier 1 Organisation de l'association des Etudiants Camerounais de France (AEC ou AECF), fonctionnement, activités, octroi de bourses étudiantes : statut, listes, notes, communiqués, circulaire, cahier des comptes, rapports, tableau des crédits, coupures de presse, bulletins, journal officiel, télégrammes, correspondances (1948, 1951-1957).

Dossier 2 Organisation de l'association Sportive des Etudiants Camerounais (ASEC) : statut, notes, télégrammes (1956-1957).

7. Groupe Universitaire Camerounais (GUC), Association "Maison de l'Europe et des Pays d'Outre-Mer", Association "Groupement des Etudiants d'Outre-Mer en Sanatorium" (GEOMS), Centre artistique et culturel Camerounais, Cités Universitaires d'Antony et de la de la Maison de la France d'Outre-mer, foyer universitaire des étudiants Camerounais à Paris.

Administration du Cameroun

Dossier 3 Organisation du Regroupement des Etudiants Camerounais (RFC) : liste, statut, notes, télégrammes (1957).

DPCT 55 Comités, associations, fédérations ⁸

1951/1958

Dossier 1 Activités : notes, notes de renseignements, comptes rendus, coupures de presse, notes, arrêté, décision, comptes rendus, bulletin, revue de presse, rapport, correspondances, (1954-1958).

Dossier 2 Signalement de faits et d'évènements, mouvements étudiants : notes de renseignements, comptes rendus, rapports, tableau des attributions de bourses aux étudiants d'outre-mer de 1953 à 1956, notes (1951-1952, 1955-1958).

Dossier 3 Publications étudiantes : revues "L'Etudiant d'Afrique Noire" (1957-1958).

DPCT 56 Organismes syndicaux ⁹

1949/1959

Dossier 1 Activités, déplacements, mouvements de grève : comptes rendus, notes de renseignement, extraits d'articles, coupures de presse, étude sur le syndicalisme dans les territoires africains, télégrammes, correspondances (1949, 1951, 1953-1957).

Dossier 2 Union Générale des Travailleurs du Kemerun (UGTK), Confédération Générale des Travailleurs Kamerunais (CGTK), CGT-FO, activités : notes, télégrammes, correspondances (1957-1959).

DPCT 57 Représentations et relations diplomatiques

1954/1959

Dossier 1 Situation du Cameroun sous période allemande et britannique : extraits d'articles, coupures de presse, compte rendu, notes, télégrammes, correspondances.(1954-1955).

8. Comité d'Action des Intellectuels pour la défense des Libertés, Fédération des Etudiants africains en France, Association des Etudiants Camerounais de France, et l'Union des Etudiants Camerounais.

9. Union des Syndicats Autonomes du Cameroun (USAC), Union des Syndicats Confédérés du Cameroun (USCC), Confédération Générale du Travail Force Ouvrière (CGTFO), Confédération Africaine des Travailleurs Croyants (CATC), Confédération Générale des Travailleurs Africains (CGTA), Confédération Générale des Travailleurs d'Afrique Noire (CGTAN), Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA), Confédération Générale Kamerunaise du Travail (CGKT), Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, Confédération Générale du Travail (CGT).

Délégation du Cameroun et du Togo

Dossier 2 Nomination du vice consul des Etats-Unis d'Amérique à
Youndé : liste des postes diplomatiques et consulaires amé-
ricains et russes en Afrique, correspondances (1959).

DPCT 58 Activités commémoratives et culturelles

1950/1959

Dossier 1 Activité du docteur Eugène Jamot, édification et inauguration de
monument, documentation sur la maladie du sommeil : ouvrage du
Docteur Marcel Bebey Eyidi ⁵², brochure, coupures de presse,
notes, télégrammes, correspondances (1950, 1954-1955, 1959).

Dossier 2 Présentation du film les "Racines du Ciel" film de Darryl F.
Zanuck, commentaires : notes, coupures de presse, journal, corres-
pondances (1958).

ADMINISTRATION DU TOGO

DPCT 59

Organisation

1955/1958

Organisation (dont application du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo) : comptes rendus d'entretiens, procès-verbaux, règlement intérieur, brochures, décret, journal officiel, circulaire, projet de loi, extraits d'articles, bulletins, correspondances.

DPCT 60 XXIIe session du Conseil de Tutelle⁵⁴

1957/1958

Résolutions sur l'avenir du Togo et des territoires de Malte et du Groenland, projet, discours, objections, accord de cessation du régime international de tutelle : notes de rapport, comptes rendus.

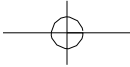
DPCT 61-DPCT 72 Cercles et subdivisions administratives

1953

Unification des deux Togo, projet d'élection d'un Conseil-mixte, pétitions⁵⁵, observations, déclarations : listes nominatives⁵⁶, correspondances.

DPCT 61-DPCT 64 Cercle d'Anecho

DPCT 61 Dossier 1.	1953
DPCT 62 Dossier 2.	1953
DPCT 63 Dossier 3.	1953
DPCT 64 Dossier 4.	1953



Délégation du Cameroun et du Togo

DPCT 65 Atakpame.	1953
DPCT 66 Cercle de Dapango.	1953
DPCT 67 Cercle de Klouto.	1953
DPCT 68 Lama-Kara.	1953
DPCT 69 Lomé.	1953
DPCT 70 Cercle de Mango.	1953
DPCT 71 Cercle de Sokodé.	1953
DPCT 72 Cercle de Tsevie.	1953

